

L'opposition guinéenne boycottera les législatives et empêchera leur tenue

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Lors d'une plénière tenue ce lundi 23 décembre 2019, les leaders de l'opposition ont décidé de ne pas participer aux législatives de février 2020. Ils déclarent aussi qu'ils empêcheront la tenue de ces législatives. Dans sa déclaration, le chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo, dénonce la mascarade électorale en cours de préparation : « Nous avons évalué la préparation des élections législatives. Nous avons pris acte de l'annonce de monsieur Alpha Condé de changer notre constitution. Nous avons examiné l'état de préparation des élections législatives et l'opposition s'est rendu compte qu'on est en train plutôt de préparer une mascarade électorale. D'abord au niveau de la révision du fichier nous avons tous suivi qu'il y a eu un enrôlement massif des mineurs et il y a eu des obstructions sévères contre l'enrôlement des citoyens guinéens qui avaient le droit de se faire enrôler. **Il est évident que ce fichier ne reflètera pas l'état du corps électoral guinéen, des gens qui n'en n'ont pas le droit ont été massivement enrôlés et des gens qui ont le droit n'ont pas été autorisés de s'enrôler.** Donc nous rejetons ce fichier et nous avons décidé que nous ne pouvons pas participer et nous ne pouvons pas accepter qu'une élection basée sur ce fichier soit organisée parce qu'elle ne reflètera pas la volonté de

notre peuple qui au regard de nos lois a le droit de choisir ses députés. »

« Empêcher que ces élections aient lieu »

Pour l'opposition, **il ne s'agit pas de boycotter ces élections mais d'empêcher leur tenue**. Elle pose des conditions concernant le fichier électoral et le projet de nouvelle constitution. Pour le fichier électoral, Cellou Dalein Daillo déclare : **« Il faut qu'il y ait un fichier qui reflète fidèlement l'état du corps électoral et que les guinéens qui ont le droit de choisir leurs députés soient inscrits et que ceux qui n'ont pas le droit soient extirpés du fichier »**. L'opposition exige aussi l'achèvement des élections locales et récuse l'actuel président de la CENI pour son manque de neutralité et d'impartialité.

Concernant le projet de nouvelle constitution, l'opposition reste ferme : **« nous n'acceptons pas le changement constitutionnel, nous exigeons de participer aux élections et que monsieur Alpha Condé renonce au changement constitutionnel »** poursuit le chef de file de l'opposition.

L'opposition ne manquera pas de rappeler que le FNDC continuera et intensifiera la lutte contre le changement constitutionnel en Guinée. Pour Cellou Dalein : **« cette mascarade électorale en préparation a un lien étroit avec ce changement de constitution parce que monsieur Alpha Condé veut faire la mascarade pour obtenir les deux tiers ou coupler les deux scrutins : le référendum et les élections législatives. Nous ne l'acceptons pas. »**

Putsch constitutionnel: le peuple n'a pas dit son dernier mot! [Par Hadiatoullaye DIALLO]

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Plus

personne ne doute désormais de l'intention du Président de la République de Guinée de rester à vie au pouvoir. Chaque citoyenne et chaque citoyen de notre pays, y compris, les partisans du régime en place, savent aujourd'hui que le projet de Nouvelle Constitution est une supercherie, qu'il n'a pas pour objet de contribuer à une quelconque amélioration du système de gouvernance mais plutôt le maintien illégal au pouvoir du Président et de l'élite corrompue et servile qui l'entoure et ce, quel que soit le prix humain à payer par des populations déjà meurtries par l'analphabétisme, le chômage endémique, la pauvreté généralisée et les problèmes de santé.

Mais, alors, me direz-vous, pourquoi

chacune et chacun de nous croient inconsciemment ou non que le référendum scélérat aura lieu et que le Président actuel arrivera à ses fins?

Parce

que, au fond, tout le monde est épuisé, épuisé par la rhétorique politique

permanente et les mensonges quotidiens qui nous sont servis depuis bientôt dix

ans; épuisé par l'absence de pause depuis plus de

soixante et un ans dans le matraquage psychologique et les répressions

mortelles de toute velléité de contestation du Pouvoir; épuisé par le sentiment

que le combat entre les politiciens ne repose que sur le besoin d'accéder au

pouvoir pour partager le gâteau des deniers publics sur le dos de l'écrasante

majorité des citoyens ; épuisé par l'absence d'incarnation du véritable

patriotisme par un parti politique ou par une personne providentielle; épuisé

par la confiscation des droits; épuisé par la corruption structurelle; épuisé

par ce sentiment diffus qu'il n'y a pas d'espoir

et qu'il faut s'en remettre à «Dieu»; épuisé par les politiques du fait

accompli et du court terme pour parer au plus pressé, illustration d'un manque

criard de Vision; épuisé par l'acharnement du Pouvoir en place à diviser les

Guinéens pour régner et pour mieux se servir ; épuisé par le manque de

perspective pour les jeunes; épuisé par la saleté; épuisé par les mauvaises

conditions de transport; épuisé par les coupures ou l'absence

d'électricité;
épuisé par le manque d'eau; épuisé par le manque de travail;
épuisé par la
perte des valeurs et principes; épuisé par...l'épuisement!

**Faut-il pour autant renoncer à lutter
contre cette injustice flagrante et l'insulte faite au Peuple
de Guinée ?**

La
réponse est sans ambiguïté, Non! Pourquoi ? Parce qu'en
renonçant, nous
validerons définitivement le fait que nous sommes devenus un
peuple qui ne retient
pas les leçons de notre propre histoire ; Parce qu'en
renonçant, nous
validerons définitivement le fait que notre pays a vocation à
n'être dirigé que
par des élites corrompues qui n'ont besoin de rendre compte à
personne ;
Parce qu'en renonçant, nous validerons définitivement le fait
qu'un groupuscule d'élites corrompues et
leurs familles ont le droit de disposer d'à peu près tous les
droits et tous
les biens de plus de douze millions d'âmes ; Parce qu'en
renonçant, nous
validerons définitivement l'ancrage de notre pays dans le
sous-développement
moral, culturel, économique, social, environnemental et
politique.

Enfin, Que faire?

1. Opposer
un refus individuel et collectif au niveau de chaque
personne et de chaque
groupe constitué
2. Résister par tous les moyens, y compris la

désobéissance civile, à toute tentative d'imposition d'une nouvelle constitution,

3. Refuser de participer à toute élection tant que:

- Le fichier électoral n'est pas assaini, avec la certification d'un organisme neutre formellement agréé conjointement par les différents acteurs du processus électoral,
- Le recensement du corps électoral ne s'effectue pas dans un délai jugé raisonnable par toutes les parties prenantes, et sous un contrôle conjoint de tous les acteurs du processus,
- Le processus des élections locales et communautaires n'est pas entièrement clos conformément à la loi,
- Le Président persiste dans sa volonté d'officialiser le parjure qui est à la base de cette Nouvelle constitution dont le caractère autocratique et dictatorial n'échappe à personne.

Pour

conclure, tout Citoyen Guinéen qui a peur doit se rappeler ces paroles de

Sénèque dans les Lettres à Lucilius, au milieu du premier siècle après

Jésus-Christ : «Il n'est pas de vent

favorable pour celui qui ne sait où il va"! Le Peuple de Guinée

doit montrer à ces «Dirigeants» qui confisquent leurs droits, qu'il est enfin

mûr et qu'il sait où il veut, où il doit aller.

#Amoulanfé



Par **Hadiatoullaye DIALLO** Étudiante en Communication à Paris

Appel au FNDC pour une lecture plus audacieuse des enjeux [Par L. Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Les Guinéens

sont tenus en haleine depuis près d'un an par l'affaire du troisième mandat méticuleusement, soigneusement et presque obsessionnellement montée par le RPG- et le gouvernement.

Hésitante,

indécise et tatillonne aux premières rumeurs méthodiquement distillées par le pouvoir, l'opposition guinéenne semblait avoir pris la mesure de l'enjeu : sa survie ou sa mort politique.

Depuis trois mois, elle mobilise militants et sympathisants mais aussi tout guinéen opposé à la modification de la constitution actuelle ou à la mise en place d'une nouvelle, prélude à un troisième mandat.

Le solde des mobilisations des mois passés s'élève à 26 morts et des dizaines de blessées : un nombre qui alourdit le bilan macabre de plus de cent morts depuis « l'élection d'Alpha Condé » à la présidence.

Dans son combat contre toutes perspectives de violation de la constitution de mai 2010, l'opposition et la société civile se sont regroupées en front national de défense de la constitution (FNDC).

L'engouement soulevé par cette nouvelle entente n'a pas permis de bien creuser quelques failles : l'absence des organismes syndicaux et la manière de cooptation des différentes entités politico-associatives qui constituent le FNDC semblent le démontrer.

Quand on voit des jeunes désœuvrés dénoncer le front, accuser les

anciens premiers
ministres ou ministres de tous les maux, on comprend aisément
qu'il s'agit de
petits opportunistes infiltrés. Cela conforte l'idée
d'absence de
sélection, de contrôle tout au moins, qui aurait justifié ou
empêché
l'appartenance au FNDC. Mais les failles et les insuffisances
ne se limitent pas
à cet aspect des choses.

L'annonce,
le 19 décembre 2019 d'une nouvelle constitution, la marche
vers un troisième
mandat pour M. Alpha Condé, soulève bien de questions sur la
solidité et les
limites du FNDC.

En effet, la
réaction du front au lendemain du discours du président
guinéen, n'est pas,
pour bon nombre de Guinéens à la hauteur de l'enjeu et ne
semble pas répondre
leurs attentes.

La seule
initiative envisagée par l'opposition et le FNDC repose encore
sur les
manifestations qui, de surcroît, ne sont pas immédiates. Non
seulement, il
faudrait attendre la fin de Pacques et de la Saint Sylvestre
(le 31 décembre
2019) mais aucune autre action d'envergure n'est programmée.

Entre temps, la nouvelle constitution est là : elle a pointé
son nez
dans un premier temps. Aujourd'hui, elle est dans la maison de
tout Guinéen.

Elle risque de diviser les familles, de s'interposer entre les époux, les amis, les frères et les sœurs, de monter dans les lits et les plafonds. Elle rôde déjà autour des voisinages avant de les opposer. Espérons juste à couteau tiré et non en bruit de canon.

Pourtant, que n'avons-nous entendu : « Si Alpha Condé osait ; le jour où Alpha Condé dira qu'il est candidat ; le jour où... » Et il est bien arrivé ce jour. L'éléphant n'a pas accouché d'une souris du côté du pouvoir.

La souris semble venir du FNDC car les Guinéens s'attendaient à autre chose que : « vu que ; compte tenu de ceci et cela, en raison de l'approche des fêtes... ; dès début janvier ; on n'est pas d'accord ; on ne laissera pas faire ; il n'y aura pas telle ou telle chose tant que telle ou telle exigence n'est pas satisfaite... ».

Toute une litanie de menaces qui n'ébranleraient pas un chef de quartier à plus forte raison un Président de la République. Même si ce n'était la nôtre.

Le temps n'est plus au discours. Les blablateries ne feront pas partir le président guinéen, ni les danses, les folklores, les Mamayas en l'honneur de nos leaders. Pas plus que l'hymne du FNDC. Il faudrait bien autres choses et le FNDC

doit :

- Montrer clairement

quelle est sa finalité. Son objectif est bien connu. D'après ce qu'il

dit, c'est : « s'opposer à toute nouvelle constitution ; empêcher le troisième mandat pour M. Alpha Condé ». Mais la constitution

nouvelle (qui n'apporte de nouveau que les 6 ans à la place des 5 et la fin du statut de chef de file).

Une finalité n'est pas un objectif : le dernier fixe un but. Le second détermine l'issue, la manière, la méthode, la stratégie d'y parvenir. Si les marches et autres manifestations ont pour objectif ce qui est énoncé plus haut, les Guinéens ont besoin de connaître qu'elle est la finalité fixée.

-Se poser

les bonnes questions : tout bon résultat dépendant de la manière de se questionner, le FNDC doit savoir s'il doit continuer à appeler à marcher pour continuer de mourir ou s'il doit changer d'optique et de stratégie politique.

On sait bien

que les marches se sont révélées, jusqu'à présent, improductives, dépeniées, meurtrières. Qu'elles ont apportés plus de morts que de solutions.

Cela

sous-entend qu'il ne sert plus à grand-chose d'aller manifester pour marcher

vers sa tombe. En clair, le FNDC doit appliquer le principe politique : « à situation nouvelle, orientation et stratégie

nouvelles ».

-Se remettre

en cause : toutes les organisations qui composent le FNDC devraient non seulement faire leur autocritique mais aussi accepter la critique.

-Se

débarrasser de certaines habitudes en cours au sein des partis traditionnels : très souvent les louangeurs occupent le haut du pavé en Guinée. Leur langue mielleuse, leur vocabulaire laudatif avec tous les superlatifs inimaginables, leur médiocrité est bien accueillie et prime sur les réflexions des cadres et intellectuels. Dès lors, la médiocratie instaurée en système, tout bord politique confondu, plombe l'avenir du pays.

-Se donner

une lecture plus audacieuse des enjeux du pays. Le premier enjeu pèse sur le FNDC sur lui-même en tant que porte-flambeau des Guinéens déçus du pouvoir en place et qui cherchent une alternative. Le tout est de savoir s'il peut satisfaire cette perspective en évitant la reproduction du passé.

-Dépasser

les enjeux liés aux simples relations entre partis politiques traditionnels de certaines habitudes en cours : dans cette perspective, les présidents des partis politiques qui concourent à l'accession au pouvoir devraient avoir un nouvel état d'esprit en dépassant les égos

personnels :

être à l'affût tout en se disant, si ce n'est pas moi, ce ne sera pas toi.

-Se révéler

réellement comme une nouvelle structure qui tranche avec les anciennes : les forces

vives ont combattu pour un idéal bien connu à l'époque. Le combat du FNDC ne peut s'assimiler à celui-là.

Aujourd'hui, on est face à un pouvoir bien installé qui se fait prévaloir d'être démocratique alors qu'il est viscéralement dictatorial et ethnocentrique. Les armes ne peuvent pas être les mêmes. Tout comme les méthodes. Il faut plus de détermination, d'audace. Surtout de clarté dans la ligne suivie.

-Les

discours et les manifestations récurrentes doivent céder le pas à l'action

immédiate. Les Guinéens ont entendu toutes sortes de menaces comme soulignées plus haut. Ils se disent où sont-elles passées ? Des jours se sont écoulés.

M. Alpha

Condé a lancé le pavé dans la mare. Il s'en est allé papoter tranquillement

avec ses pairs. D'aucuns aussi avides de troisième mandat qu'il ne l'est

tendaient l'oreille. Ils seront désormais plus attentifs et sûrement très

avenants au cas où le triple mandat passe. Surtout s'il était agrémenté à la

guinéenne de 2 fois 6 ans.

-Les partis

politiques membres du FNDC doivent arrêter toute participation à quelque processus électoral que ce soit. Il est absurde de vouloir la fin d'un système et siéger avec lui dans les institutions nationales. Il est tout autant contradictoire et inconséquent de réclamer des élections, d'assister impuissant à l'arrêt du processus sans qu'il ne soit achevé et vouloir y participer pour gagner.

Aucune élection ne devrait (ne doit tout simplement) avoir lieu dans les conditions actuelles. Mais ce ne sont pas les déclarations à l'emporte-pièce qui les empêcheront. Il faut s'en donner les moyens. Tous les moyens.

Si certaines de ces préconisations n'étaient pas prises en compte, il est fort à craindre que la messe ne soit dite pour le FNDC, les partis politiques et associations qui le composent.

Une telle éventualité est d'autant plus probante que la réaction du FNDC à la déclaration du président Alpha Condé n'est pas, au risque de me répéter, à la hauteur ni des enjeux ni des attentes.

Le FNDC risque fort bien de se dévoyer et de rejoindre la longue lignée des mouvements, soit mort-nés, soit de feu de paille et sans lendemain qui ont déçu les guinéens après les avoir tant fait rêver. Pour l'éviter, il

doit se montrait plus
conséquent, plus ferme, plus réactif et de la bonne manière.

Il doit prendre la mesure afin de ne pas rater le coach en se diluant dans des annonces et des marches sans lendemain. En se contentant de discours et de prévenances face aux actions concrètes du pouvoir.

La FNDC
devrait savoir qu'au-delà du troisième mandat, c'est l'enjeu du pays et de l'opposition guinéenne, dont il est partie prenante, qui se joue depuis jeudi
19 décembre 2019.

A l'opposition toute entière de faire peau neuve pour survivre et sauver le pays. C'est la seule manière de montrer aux Guinéens qu'ils n'ont pas perdu du temps en se battant à ses côtés.

Enfin, une chose est sûre : M. Alpha Condé et son système ne perdent pas de temps et ne s'embarrassent de rien : ni de leur survie ni du devenir du pays.

Mais le peuple de Guinée saura jouer sa partition avec ou sans les uns et les autres.



Par **M. Lamarana Petty Diallo** , Guinéen- Professeur Hors-

NB: Le titre initialement choisi par notre contributeur était
Troisième mandat: La messe serait-elle dite ?

Alpha Condé et sa nouvelle Constitution : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



L'annonce d'une nouvelle Constitution: la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

Guinée : malgré la contestation, Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution



Publié le : 20/12/2019 - 00:37 Modifié le : 20/12/2019 - 00:36



RFI

 **AFRIQUE**

 ÉCOUTER

 DIRECT

Rafraîchir 

reposter </>

Guinée: le président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution

JEUNE AFRIQUE

Nouveau président Abdelmadjid Tebboune a prêté serment

Guinée : que contient le projet de nouvelle Constitution proposé par Alpha Condé ?

20 décembre 2019 à 11h55 | Par *Diawo Barry* - à Conakry

Mis à jour le 20 décembre 2019 à 12h21



VOTRE HEBDO JEUNE AFRIQUE
consultable sur smartphone, PC et tablette



REUTERS

WORLD NEWS DECEMBER 20, 2019 / 1:13 AM / UPDATED 13 HOURS AGO

Guinea president announces constitutional referendum that could keep him in power

2 MIN READ



PRESSAFRIK



Le Président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution, malgré la contestation

Dans un message adressé à la nation, le président Alpha Condé a annoncé ce jour un projet de nouvelle constitution qui sera proposé en référendum pour adoption dans quelques mois.

#MIDSN vous propose ci-après l'intégralité de son message et le projet de constitution proposé aux guinéens.



Accueil



Envoyer à un ami



Version imprimable



Partager



TV5MONDE

VIDÉOS



En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée: Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution, malgré la contestation

Le président Alpha Condé a annoncé jeudi soir qu'il soumettrait aux Guinéens un projet de nouvelle Constitution, malgré la contestation massive que suscite un tel projet et qui a fait au moins 20 morts en deux mois.

Durée : 1 min 30

20 DÉC 2019 Loup Bureau

BBC

NEWS | AFRIQUE

[Accueil](#) | [Afrique](#) | [Monde](#) | [Sports](#) | [Economie](#) | [Culture](#) | [Au féminin](#) | [Technologie](#) | [Santé](#) | [Vidéos](#) | [En images](#) | [Suite](#)

Alpha Condé annonce une nouvelle Constitution

🕒 20 décembre 2019

[f](#) [💬](#) [🐦](#) [✉](#) [Partager](#)

À la une

L'opposition guinéenne dénonce un "coup d'État constitutionnel"

L'opposition guinéenne a fortement critiqué l'annonce du président Alpha Condé qui souhaite organiser un référendum pour faire approuver des changements constitutionnels qui lui permettraient de rester au pouvoir.

🕒 20 décembre 2019

Les océans commencent à manquer d'oxygène

🕒 20 décembre 2019

L'homme qui a changé le visage du christianisme en Afrique

🕒 20 décembre 2019

BLOOMBERG

enu

Bloomberg

Politics

Guinea President Seeks Change to Constitution That May Extend Rule

By [Ougna Camara](#)20 décembre 2019 à 09:41 UTC+1 *Corrected 20 décembre 2019 à 11:02 UTC+1*

- ▶ President Conde may seek referendum on new constitution
- ▶ Protests against possible third term have gained traction

● LIVE ON BLOOMBERG
[Watch Live TV >](#)
[Listen to Live Radio](#)

ogrammeafriquefondacio.wordpress.com

SENEGO



[Accueil](#) » [Actualités](#) » [International](#) » [Politique](#) » [Sénégal](#) »

Guinée : Alpha Condé réécrit la Constitution et courrouce son peuple

VATICAN NEWS



VATICAN
NEWS

PAPE VATICAN EGLISE MONDE



Français



Une manifestation contre le projet du président guinéen, Alpha Condé, de modifier la constitution, le 24 octobre 2019, à Conakry.



MONDE

GUINÉE

AFRIQUE

CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

POLITIQUE

MANIFESTATIONS

En Guinée, Alpha Condé éclaire ses intentions



21-12-2019 10:25

Salle Clémentine-Audience Curie romaine

Depuis la salle Clémentine, au Vatican, audience du Pape François à la Curie romaine à l'occasion des vœux de Noël.

à suivre::

21-12-2019 12:00

Audience employees of Vatican City State



MESSE À SAINTE MARTE



ANGÉLUS



AUDIENCES

KOACI



KOACI

S'abonner



A LA UNE

COTE D'IVOIRE

AFRIQUE

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

SPORT

COMMUNIQUÉS

ARCHIVES



FLASH INFO

Rwanda: Génocide, le rwandais Fabien Nereze reconnu coupable à Bruxelles



Guinée: Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution

EFE

GUINEA-CONAKRI CONSTITUCIÓN

El presidente de Guinea anuncia una Constitución que le podría mantener en el poder

EFE | Dakar | 20 dic. 2019



LO MÁS LEIDO

TIEMPO BORRASCA

Reinosa teñida de marrón del lodo tras las peores inundaciones de su historia

BELLEZA

"Labios del diablo", una controvertida moda estética

CRISIS CATALUÑA

La Eurocámara levanta la prohibición de acceso a Puigdemont y Comín

MARTA CALVO

Investigan casos similares al de Marta Calvo en Madrid, Cataluña e Italia

CRISIS CATALUÑA INMUNIDAD

La justicia europea abre un futuro

LE NOUVEL AFRIK



JOURNAL

EDITIONS PAYS

FOOT

CUISINE

MUSIK

MODE

PROVERBES

Accueil > Société > Guinée : Alpha Condé annonce la large vulgarisation d'un nouveau projet de Constitution

GUINÉE

Guinée : Alpha Condé annonce la large vulgarisation d'un nouveau projet de Constitution

Par **Samb Mbaye** - 20 décembre 2019



H
«
cl



B
d



M
fa

ALLAFRICA



Guinée: Alpha Condé annonce que la nouvelle constitution sera soumise au peuple par référendum



A LA UNE: GUINÉE »

Guinée: L'opposition vent debout co nouvelle constitution de Condé

Guinée: Nouvelle constitution - Fod dénonce une forfaiture

Guinée: La nuit du textile forestier - émerveille le public avec son morce

Guinée: Alpha Condé annonce que sera soumise au peuple par référenc

Guinée: Le président Alpha Condé nouvelle Constitution

Guinée: Alpha Condé inaugure le s

Guinée: Liverpool - Naby Keita, enfi

GUINÉE »



LE POINT

Guinée – Nouvelle Constitution : Alpha Condé persiste et signe

Alors que le pays vit au rythme des manifestations, le président a annoncé la révision de la Constitution qui sera soumise à un référendum.

Par Le Point Afrique

Publié le 20/12/2019 à 14:06 | Le Point.fr



EN CONTINU

- 14H06 Guinée – Nouvelle Constitution : Alpha Condé persiste et signe
- 11H07 Mahamadou Issoufou : « On a besoin de plus de Barkhane »
- 10H23 Stéphanie Rivoal : « Le sentiment anti-français n'est pas généralisé »
- 19H11 Cameroun : un statut spécial pour la zone anglophone et après ?
- 17H43 Ghana : la corruption à son paroxysme !

Voir toute l'actualité en continu



OEIL D'AFRIQUE

Alpha Condé annonce un projet de nouvelle constitution



FINANCIAL AFRIK

Accueil > A la Une > Guinée : Alpha Condé tient sa nouvelle constitution contre vents et marées

A la Une

Guinée : Alpha Condé tient sa nouvelle constitution contre vents et marées

Par Mamadou Aliou Diallo - 20 décembre, 2019

0



Partager



Facebook



Twitter



LinkedIn



S'ABONNER

Abonnez-vous à notre newsletter
35 957 abonnés.

Adresse mail

S'abonner

ARTICLES



Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

Nouvelle Constitution : Alpha Condé déclare la guerre à la démocratie

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



« C'est au peuple de choisir », vieille antienne tristement adoptée par l'opposant historique devenu président. En annonçant ce jeudi 19 décembre 2019, de façon solennelle son intention de soumettre son projet de nouvelle constitution, Alpha Condé 81 ans, intègre honteusement l'école de Sassou Nguesso du Congo, Pierre Nkurunziza du Burundi.

Par cet acte, Alpha Condé renie toutes les valeurs démocratiques pour lesquelles il avait donné l'illusion de défendre après plus de quarante années passées dans l'opposition. Après la difficile et [tragique](#) transition militaire qui a abouti à l'élection présidentielle de 2010, la Guinée n'avait pas besoin d'une énième crise politique qui fragilise davantage les institutions et met en danger la stabilité du pays.

Au sortir de la présidentielle de 2010, tous les observateurs affichaient un certain optimisme quant à la capacité de résilience de ce peuple à œuvrer pour rectifier la trajectoire chaotique de ce pays de l'Afrique de l'Ouest qui avait toutes les cartes en main au lendemain des indépendances pour amorcer son développement. Comme le souligne ce passage repris dans un article de l'agence [Reuters](#) :

« Quel qu'il soit, le vainqueur de la présidentielle devra d'abord

apporter la paix, puis l'électricité et l'eau, bâtir des écoles et des routes, disent des Guinéens lassés des régimes répressifs, du chaos et de la violence. Rien de tout cela ne semble hors de portée dans un pays qui tire chaque année plusieurs dizaines de millions de dollars de ses ressources naturelles, notamment de la bauxite, dont il est le premier producteur mondial. »

Rien ne justifie cette « nécessité » d'une nouvelle constitution pour la Guinée. Un an avant la fin de son deuxième et dernier mandat présidentiel, Alpha Condé engage le pays sur un chemin dangereux où incertitudes, instabilité et violences bouleverseront la quiétude sociale. Cette volonté manifeste de confiscation du pouvoir doit être combattue par toutes les composantes sociales du pays.

Récapitulons : Le 20 avril 2019, Alpha Condé accorde un entretien à des journalistes sénégalais dans lequel il affirme : [« S'il y a modification de la Constitution, il y a troisième mandat. S'il n'y a pas de modification de la Constitution, il y a mandat ou pas »](#) ; le 29 mai 2019, le premier ministre Ibrahima Kassory Fofana affiche [officiellement son soutien et celui de son gouvernement à la mise en place d'une nouvelle Constitution](#); le 4 septembre 2019, Alpha Condé instruit à son premier ministre d'organiser [des consultations sur la constitution](#) ; le 22 septembre 2019, en visite à New York, [Alpha Condé demande à ses militants](#)

de se préparer pour un référendum ; le 9 octobre 2019, dans une déclaration à la télévision nationale, le premier ministre annonce la transmission du [rapport sur les consultations](#) au président de la République ; le 14 octobre 2019, [première manifestation](#) du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) contre l'ambition du président Alpha Condé de briquer un troisième mandat. Suivront plusieurs autres manifestations qui ont enregistré [plusieurs morts](#).

Aujourd'hui, toutes les institutions nationales sont inféodées à l'exécutif, les autorités morales sont muettes. Malgré toutes les alertes de citoyens, mouvements et autres personnalités africaines, [les efforts du National Democratic Institute \(NDI\) et la Fondation Kofi Annan \(KAF\)](#) à travers la mission des anciens chefs d'état nigérian et béninois à Conakry, l'Union Africaine et la CEDEAO observent depuis un certain temps le pourrissement de la situation en Guinée et se contentent de publier de [communiqués pour condamner](#) les tueries lors des manifestations qui ne sont que les conséquences des manœuvres antidémocratiques d'Alpha Condé.

Face une telle situation, seules les manifestations de rue peuvent encore sauver la démocratie embryonnaire dans ce pays. Pourquoi les manifestations ? Parce que c'est une forme de contestation admise, légale et démocratique. Le FNDC doit intensifier les actions

de
mobilisations pour empêcher ce putsch constitutionnel.

Après l'annonce d'Alpha Condé d'hier et [les révélations des commissaires de la CENI](#) sur la gestion unilatérale du processus électoral par le président de l'institution, le calendrier des législatives n'est plus à l'ordre du jour et l'opposition politique doit enfin sortir de la diversion de ces derniers jours où elle s'était embourbée bêtement pour se consacrer exclusivement à la défense de l'essentiel : la constitution.

Si les promoteurs de cette forfaiture de troisième mandat se sont inspirés des cas réussis de manipulations des constitutions observées en Afrique ces dernières années ([Sassou Nguesso](#) du Congo en 2015 et [Pierre Nkurunziza](#) du Burundi la même année), ils oublient un détail : [le traumatisme des peuples](#) de ces deux pays suite aux guerres civiles qu'ils ont connu est encore présent et les appréhensions teintées de fatalisme alimentent les angoisses et la peur de revivre ces épisodes douloureux de leur histoire. Il faut rappeler que le 5 juin 1997, [le Congo basculait dans une guerre civile](#).

Un conflit entre les milices de Pascal Lissouba, alors président en exercice, et celles de son prédécesseur Denis Sassou Nguesso. Et [l'histoire du Burundi](#), depuis les premières années de son indépendance en 1962, est marquée par des violences ethniques compliquées par une lutte acharnée

pour le
pouvoir.

Ces éléments historiques sont importants pour rappeler aux incultes apprentis sorciers qui ont imaginé ce projet de troisième mandat pour Alpha Condé, que les trajectoires politiques des pays obéissent parfois à des histoires politiques encore plus complexes.

Le cas de la Guinée est plus proche du cas burkinabé car les deux histoires politiques ont des éléments de similitudes (ces deux pays n'ont pas connu de conflits ethniques). Au Burkina, Blaise Compaoré, 27 ans au pouvoir avait pensé comme Alpha Condé aujourd'hui qu'il suffisait d'un simple coup de gomme pour effacer les passages contraignants dans une constitution. « Il a suffi de trois jours pour que Blaise Compaoré soit poussé dehors par le peuple. Mais trois jours minutieusement préparés » comme le révèle une enquête menée par [Jeune Afrique](#).

En créant de toutes pièces cette crise politique aux conséquences désastreuses pour la Guinée et la sous-région, Alpha Condé sera tenu responsable de toutes les dérives de son régime et il répondra devant la justice pour [tous les crimes commis en Guinée depuis son accession au pouvoir en 2010](#).

Par cette décision de confiscation du pouvoir à travers une

nouvelle constitution dont le seul objectif est de s'octroyer un troisième mandat, Alpha Condé engage un rapport de force qui sera, certes, difficile et long avec les forces démocratiques du pays, mais il reculera quand la pression sera très forte. Lorsqu'il y a du monde et que les manifestations durent, beaucoup de dirigeants reculent face au pouvoir de la rue, c'est une réalité observée et documentée (Algérie, Soudan, Tunisie, Égypte, Burkina, Sénégal ...).



Par **Sékou Chérif Diallo** Fondateur/Administrateur
www.guineepolitique.com

Nicéphore Soglo: “Il ne faut pas attendre qu’il y ait des génocides pour intervenir” en Guinée (Audio)

écrit par GuineaPolitique© | 24 décembre 2019



Évaluer l'environnement politique et électoral à l'approche des élections législatives de février 2020, proposer des recommandations pour renforcer la confiance des citoyens dans le processus et atténuer les risques de violence en république de Guinée. Tel est l'objectif d'une mission d'une semaine organisée par le National Democratic Institute (NDI) en collaboration avec la Fondation Kofi Annan.

La mission qui a pris fin vendredi 13 décembre 2019 était conduite par Nicéphore Soglo, ancien Président du Bénin, et Goodluck Jonathan, ancien Président du Nigéria.

Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin, explique les attentes des futures élections en Guinée.

Il répond aux questions de Ferdinand GOGOUA.

Cet article est republié à partir de [bbc.com](https://www.bbc.com). Lire [l'article original](#)

SCAN : « Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique »

Sidya Touré

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Il ne peut pas y avoir du Koudéisme encore en Guinée. Nous avons vu les effets du Koudéisme entre 2000 et 2010. On ne peut pas répéter à chaque fois nos fautes antérieures »

« Le président Alpha Condé doit entendre la voix du peuple qui lui dit 'abandonne le projet de nouvelle constitution, organise correctement les élections législatives et présidentielles et tu sortiras par la grande porte et tu auras une sortie honorable. »

[La source ici](#)

« La CENI ne peut pas se permettre de dire qu'en 25 jours, elle peut enrôler tout le monde alors qu'il y a des risques, il y a du matériel qui manque un peu partout, comme s'ils font exprès, il y a des délais qui ne sont pas respectés du tout. Donc il y a une volonté manifeste de ne pas favoriser l'enrôlement de toute la population électorale guinéenne. »

[La source ici](#)



Abdourahmane Sanoh, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Le pouvoir qu'il a, lui a été confié par le peuple. Le 20 décembre 2020 le peuple va retirer son pouvoir et le remettre à quelqu'un d'autre. Qu'il le veuille ou pas »

[La source ici](#)

« Nous allons mettre fin à cette volonté de tripatouiller notre constitution. Nous allons transformer leur rêve en cauchemar. »

[La source ici](#)

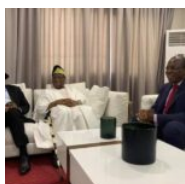


Sidya Touré, président de l'UFR

« Les guinéens sont en train de mourir partout alors

que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique. Mais cette richesse est pillée par le pouvoir. Il faut qu'on change de régime. Il faut laisser la place à un autre qui va nous proposer une autre solution. »

[La source ici](#)



Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin (Décembre 2019, en visite en Guinée dans le cadre d'une mission de bons offices du National democratic institute)

« Si on veut que le train qui a démarré et que la locomotive c'est le Nigéria, il faut que des wagons se mettent en place. Nous sommes venus pour voir dans quel état se trouve le wagon de la Guinée. Dans une famille, ceux qui sont les membres, s'il y a quelque chose, ce sont eux qui viennent. C'est pourquoi nous sommes venus pour que la paix règne en Guinée. Nous voulons que ce pays continue d'aller de l'avant avec toutes ses immenses richesses. »

[La source ici](#)



Elie Kamano, artiste reggaeman et président du parti Nouvelle Guinée Possible (Décembre 2019)

« On n'a pas besoin de ces élections législatives, parce que le futur Président de la République de Guinée, aura besoin d'une légitimité parlementaire et organisera les élections législatives »

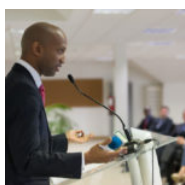
[La source ici](#)



Déclaration des femmes lors d'une marche contre les tueries et l'impunité en Guinée (Décembre 2019)

« Nous ne voulons pas nous livrer à un décompte macabre mais nous avons le devoir d'informer l'opinion nationale et internationale que le chiffre 127 morts est atteint depuis la semaine dernière. Cela ne laisse pas une femme tranquille. Nous ne sommes pas loin des 157 guinéens massacrés au stade du 28 septembre 2009... Nous femmes de Guinée, nous réitérons notre exigence pour la mise en place de la commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les cas des 127 morts complètement identifiés »

[La source ici](#)



Gabriel Curtis, ministre en charge des investissements et des partenariats public-privé (Décembre 2019, à l'occasion de la journée internationale anti-corruption)

« En Guinée, la corruption est encore persistante. Selon les rapports 2011 et 2017 de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLCL), le volume des pots de vin en Guinée avoisine en moyenne 600 milliards de francs guinéens chaque année. La même source indique que les opérateurs économiques déclarent avoir payé près de 500 milliards de francs guinéens par an en paiement non officiel et 75% des entreprises affirment faire des cadeaux pour obtenir des contrats »

[La source ici](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

« Non, vous n'avez pas le droit ! » : des journalistes écrivent au président Alpha

Condé [Par Bachir Sylla et Nouhou Baldé]

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Monsieur le Président de la République, Professeur Alpha Condé

Au regard de la situation de crise sociopolitique qui prévaut dans notre très cher pays, il nous a paru opportun, en tant que journalistes et citoyens guinéens à part entière, d'utiliser cette forme populaire de lettre ouverte pour nous adresser à vous, Excellence Monsieur le Président de la République.

En le faisant ainsi, nous espérons tout simplement contribuer à notre manière à vous montrer la porte de sortie honorable qu'on voudrait vous voir emprunter à l'orée de la fin de votre dernier mandat constitutionnel à la tête de notre cher et beau pays. Nous estimons qu'en tant qu'ancien opposant historique, vous n'avez pas le droit de sacrifier votre long combat pour l'instauration de la démocratie et l'Etat de droit en Guinée.

– Vous n'avez pas le droit de renier votre passé et de décevoir vos anciens

camarades de lutte depuis les bancs de l'école jusqu'à votre élection à la tête de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) que vous aimez à présenter comme votre plus grande réussite durant votre parcours universitaire.

– Vous n'avez pas le droit de donner tort à ceux qui ont cru en vous depuis toujours pour incarner les idéaux de paix, de justice et d'équité dans notre pays qui n'a que trop souffert des régimes autocratiques depuis son indépendance, le 02 octobre 1958.

– Vous n'avez pas le droit de donner raison aux anciens dictateurs : Ahmed Sékou Touré et Général Lansana Conté, qui vous ont fait condamner (respectivement à mort par contumace et à cinq ans de prison ferme) parce qu'ils voyaient en vous un assoiffé de pouvoir, guidé par ses intérêts personnels.

– Vous n'avez pas le droit de trahir la mémoire de vos anciens compagnons de la CODEM (Coordination de l'opposition démocratique), du FRAD (Front pour l'alternance démocratique) et des Forces vives de la nation dont les plus illustres ne sont plus de ce monde : Bâ Mamadou, Siradiou Diallo, Professeur Alfa Sow, Ahmed Tidjani Cissé, Jean Marie Doré, Charles Pascal Tolno... Avec eux, vous vendiez l'idée d'une Guinée libre et prospère une fois que vous seriez arrivés aux affaires. Nous (coauteurs de cette lettre) étions là, en tant que journalistes (historiens du présent) pour le témoigner.

– Vous n’avez pas le droit de briser le rêve de millions de jeunes et de femmes d’ici et d’ailleurs qui vous avaient porté dans leurs cœurs sans jamais vous avoir vu à l’œuvre avant votre avènement à Sékhoutouréya.

– Vous n’avez pas le droit de démériter votre titre de premier président démocratiquement élu de la Guinée qu’on vous affuble.

– Vous n’avez pas le droit de plonger notre nation dans l’incertitude et le chaos, en engageant la Guinée dans un tripatouillage constitutionnel ! Même si l’objectif était d’aider et de protéger la Guinée et les futures générations de ce pays, vous vous êtes déjà très mal pris et ne réussirez pas anéantir toutes les forces sociopolitiques qui défendent la Constitution actuelle.

– Vous n’avez pas le droit de refuser à notre chère Guinée que son premier président démocratiquement élu organise des élections dans la paix et la quiétude pour passer la main à un autre président tout aussi démocratiquement élu.

– Vous n’avez pas le droit d’être insensible à l’assassinat d’au moins 25 Guinéens depuis le début des manifestations contre votre hypothétique projet de nouvelle constitution.

– Vous n’avez pas le droit d’ignorer les sages conseils de feu Kèlèfa Sall, le très respecté ex président de la Cour Constitutionnelle qui, en recevant votre serment pour votre second mandat en cours vous demandait humblement «

d'éviter les chemins interdits en démocratie » pour ne pas « succomber aux mélodies des sirènes révisionnistes ».

– Vous n'avez pas le droit de minimiser les cadres de votre parti, le RPG, et la coalition arc-en-ciel qui vous ont aidé à gagner- sur le fil- la présidentielle de 2010 et à rempiler 5 ans plus tard, au point de ne pas avoir un présidentiable parmi eux.

– Vous n'avez pas le droit d'empêcher les jeunes cadres et les enfants des martyrs du RPG de jouir (même sans vous) des privilèges du pouvoir, en refusant de vous faire remplacer par un d'entre eux à la tête du parti et aussi du pays.

– Vous n'avez pas le droit de fouler au pied votre panafricanisme affiché et vos discours qui revendiquent la rupture d'avec les pratiques rétrogrades qui ont miné notre pays.

– Vous n'avez pas le droit de faire regretter à des activistes des droits humains et à des artistes comme Tiken Jah Fakoly dont la chanson « Libérez Alpha Condé » défie le temps et l'espace pour s'imposer comme un hymne à la liberté qu'on pourrait dédier à tout détenu politique.

– Vous n'avez pas le droit de sortir par la petite porte comme vos anciens homologues : Laurent Gbagbo, Blaise Compaoré, Omar El Béchir et autres Yaya Jammeh que vous avez aidé à exfiltrer de Banjul, grâce aux bons offices de

vosre ministre conseiller, Tibou Kamara, pendant que les forces de la CEDEAO menaçaient de frapper le cœur du pouvoir gambien.

– Vous n’avez pas le droit de denier aux 12 millions de Guinéens la possibilité de vous trouver un remplaçant, à la fin de votre dernier mandat, en 2020. «

J’ai beau chercher, je ne trouve aucun argument qui justifierait que je me sente irremplaçable... », disait votre homologue nigérien, Mahamadou Issoufou, avant de s’interroger : « Nous sommes 22 millions de Nigériens, pourquoi aurais-je l’arrogance de croire que nul ne peut me remplacer ? ».

– Vous n’avez pas le droit de ne pas vous inspirer des cas de Nicéphore Soglo (ancien président Bénin) et de Goodluck Jonathan (ancien président du Nigéria), actuellement déployés à Conakry pour une mission de bons offices par le National Democratic Institute et la Fondation Koffi Anan. Le choix de ces deux anciens présidents qui ont volontairement quitté le pouvoir à la fin de leurs mandats constitutionnels n’a rien de fortuit. Il vise notamment à vous démontrer, personnellement, qu’il y a une vie après la présidence.

Monsieur le président, votre silence assourdissant dans le débat que vous imposez à la Guinée, au-delà des morts et des pertes économiques, rétrécit chaque jour davantage le boulevard d’une sortie honorable qui marquerait les générations futures.

Pourtant, parmi les dates les plus symboliques de votre histoire, votre fin de règne occupera une place de choix. Des Guinéens presque anonymes il y a quelques mois sont devenus des héros de la République pour simplement avoir subi ce qu'une bonne partie de l'opinion publique estime être des effets pervers d'une justice aux ordres.

Espérant n'avoir heurté ni votre sensibilité ni commis un péché de lèse-majesté, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Conakry, le 11 décembre 2019



Bachir Sylla Administrateur du site Guinee-eco.info



Nouhou Baldé Administrateur Général du site Guineematin.com

Cet article est republié à partir de guineematin.com. Lire [l'article original](#)

SCAN : « Nous devons aller jusqu'à la victoire finale. Ça doit être clair dans l'esprit de tout le monde » Abdouramane Sanoh

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Abdouramane Sanoh, coordinateur du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019)

« [] ne pas aller jusqu'au bout de la victoire finale serait trahir la mémoire de tous ceux qui sont tombés... Nous devons aller jusqu'à la victoire finale. Ça doit être clair dans l'esprit de tout le monde. Il faut que ce rêve dangereux, satanique soit transformé et cauchemar pour ceux qui sont en train de le faire »

[La source ici](#)



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019)

«Recenser l'ensemble de la population en Guinée en seulement 25 jours, alors que la loi prévoit que cela doit prendre trois mois. Et comme vous le savez, plusieurs années se sont écoulées sans qu'il y ait la révision du fichier électoral, donc fixer 25 jours pour un recensement, ça c'est faire preuve d'incapacité et cela risque d'empêcher la possibilité d'avoir un fichier conséquent [] »

[La source ici](#)



Etienne Soropogui, président du mouvement politique Nos valeurs communes (Décembre 2019)

« Sous Alpha Condé, il faut arrêter toute élection. Il faut qu'il parte pour que nous puissions nous résoudre à aller vers des élections. Il a une main mise assez importante sur la CENI et les ressources qui lui sont allouées »

[La source ici](#)



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG, à l'inhumation des victimes des marches contre le 3^e mandat (Décembre 2019)

« Je suis indigné de constater que les autorités guinéennes aient estimé que ces guinéens n'ont pas le droit d'être à la grande mosquée pour qu'on prie sur leurs corps, alors que c'est là-bas où il y a une grande place. Je suis aussi surpris de constater que ces victimes n'auront jamais droit à la justice.

[La source ici](#)

« Nous sommes maintenant à 128 inhumations au cimetière de Bambeto. Toutes les victimes sont des jeunes à la fleur de l'âge »

[La source ici](#)

*Un scan réalisé par **Sékou Chérif Diallo***

Inhumation des huit opposants

tués lors des contestations contre le 3e mandat

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Thierno Maadjou Bah 🎤 📱
@MaadjouDT



Ça me rend triste et à la fois choqué de voir à tout moment des dépouilles mortelles à répétition des jeunes tués à l'occasion des manifs du [@FNDC_Gn](#) sans conséquences nous permettant de mettre fin à cette violence.

Que leurs âmes reposent en paix!!

Amine.





Le journal Afrique @JTAtv5monde · 2h



 **#Guinée** Ils ont été tués lors des marches des 4 et 14 novembre, qui dénonçaient un éventuel troisième mandat d'Alpha Condé. 8 manifestants défunts ont été inhumés aujourd'hui à Conakry. Les opposants du FNDC, à l'origine de la contestation, étaient naturellement présents.





#Amoulanfé 🇬🇵
@Amoulanfe2020

Aujourd'hui la #Guinée a enterré 8 honnêtes citoyens qu'Alpha Condé & ses milices ont tué lors des dernières manifestations du @FNDC_GN.

Alpha Condé tue les Guinéens à cause de leur refus de soutenir son projet de 3ème mandat. Maintenant ça suffit, il doit partir ! #Amoulanfé



👤 Survie et 8 autres



Laurence Ndong

@lauryIndong



@Prof_AlphaConde vous allez en tuer combien juste pour rester au pouvoir ? Comment avez-vous fait pour devenir si inhumain ? Vous choisissez de finir dans les poubelles de l'histoire. PARTEZ.



Lamine Telezaz Diallo @Mamadou23208797 · 10h

#Guinée 8 honnêtes citoyens Guinéens tués par les forces de l'ordre, seront enterrés ce vendredi à la cimetière de bambeto @YENAMARRE_SN @EN_AUCUN_CAS @ecowas_cedeao @aliounetine16 @lauryIndong @Elysee @amnesty @RFI @filimbi243





Samira Sawlani ✓ @samirasawlani · 6h

Police in Guinea have fired teargas at funeral procession of 8 people who were killed during anti-3rd term protests 2 weeks ago. Demonstrations have been taking place in the Country over potential referendum which wld allow 81yr old President **Alpha Condé** to run for a 3rd term.



Revue de tweets réalisée par Sékou Chérif Diallo

**L'opposition guinéenne
demande l'arrêt des
opérations d'enrôlement en
cours [Déclaration]**

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



Déclaration

Les images d'enrôlement de mineurs de moins de 10 ans dans les CAERLE, relevées dans les fiefs proches du RPG, sont de notoriété publique. Elles ont largement été diffusées sur les réseaux sociaux ces derniers jours. Ces images sont choquantes et traduisent l'intention manifeste du pouvoir de remplir le fichier de mineurs dans le seul dessein d'assurer le troisième mandat soit par le referendum soit par les législatives. Le communiqué du Président de la CENI en date du 1er décembre 2019 a d'autant moins rassuré que nous avons assisté à l'intensification de ces pratiques frauduleuses depuis lors. Ce sont ces mêmes pratiques frauduleuses qui avaient permis au Président Alpha Condé de se faire réélire en 2015. L'enrôlement des mineurs que nous constatons dans la révision en cours est sans précédent de par son ampleur et son caractère discriminatoire. Ces pratiques sont de nature à affaiblir considérablement les fondements de l'Etat et constituent, avec la violence d'Etat, les principales armes du régime actuel pour se pérenniser.

Ainsi, comme pour les précédentes élections, le pouvoir d'Alpha Condé prépare une mascarade électorale à l'aide d'un processus émaillé de nombreuses irrégularités dont entre autres :

- L'enrôlement réduit à 25 jours alors que le code électoral prévoit 3 mois. 25 jours pour enrôler ceux qui ont atteint l'âge légal de voter depuis 2015 (dernière date de la révision de la liste électorale) ; radier

tous les électeurs décédés et ceux qui sont indûment enregistrés ; et procéder, à titre exceptionnel pour cette révision, au ré-enrôlement des 6 042 643 électeurs qui sont déjà dans la base de données, conformément à la recommandation principale du rapport d'audit du fichier électoral.

- L'envoi dans les fiefs réputés proches du pouvoir des commissaires représentant le RPG à la CENI avec l'appui de l'Administration inféodée a permis le recensement sans retenue des mineurs dont les images scandaleuses inondent les réseaux sociaux.
- La visite opportuniste d'Alpha Condé en Haute Guinée dès l'ouverture de la période d'enrôlement. Ses discours aux accents de campagne ont été entendus par les cadres de son parti et leurs affidés de l'Administration comme un appel pour exécuter les basses pratiques habituelles sur le processus électoral en leur donnant encore plus d'ampleur.
- Les nombreuses difficultés enregistrées dans les opérations de révision sur le terrain. Plus particulièrement dans les fiefs considérés proches de l'opposition : arrivée tardive et pannes fréquentes des kits, retards importants dans le démarrage des opérations dans plusieurs CAERLE, insuffisance et parfois manque de matériel et de consommables (rupture organisée des récépissés) avec les risques sur l'enrôlement liés à la non délivrance des récépissés qui sont la preuve d'une inscription sur la liste électorale. De tels actes discréditent la CENI et augurent de façon certaine des conflits électoraux ou post électoraux aux conséquences imprévisibles.

C'est pourquoi, dans le souci de préserver la paix sociale, nous demandons l'arrêt du processus en cours afin de prendre de manière concertée les mesures correctives nécessaires pour rendre plus crédibles

les prochaines élections.

L'opposition réitère sa ferme volonté à œuvrer pour la consolidation de la démocratie et réaffirme sa détermination à exiger que les conditions de transparence soient réunies pour la tenue des prochaines élections. Elle rappelle également la nécessité de mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport d'audit du fichier électoral. Les partis politiques de l'opposition invitent l'ensemble des guinéens à rester mobilisés pour faire échec à la volonté de confiscation des suffrages des citoyens.

Conakry, le 05/12/2012

La fétichisation du pouvoir en Afrique : l'exemple de la Guinée [Par Dr Babacar Diop]

écrit par GuineePolitique© | 24 décembre 2019



La tyrannie par excellence [...] repose sur la contrainte, car aucun homme libre ne supporte de son plein gré un tel pouvoir,
Aristote, *Les politiques*, GF Flammarion, 1993, p.310.



Dr Babacar Diop

L'Afrique
est encore frappée par ce que le philosophe sénégalais Djibril Samb
appelle le «syndrome Bâsi», une maladie qui affecte
dangereusement les
chefs d'Etat africains et qui est pire que l'épidémie de
l'Ebola. Bâsi
était un souverain de l'empire du Ghana qui arriva au pouvoir
à un âge
assez avancé ; frappé de cécité qu'il dissimula, il s'accrocha
au
pouvoir avec la complicité de son entourage en usant de toutes
sortes de
subterfuges (D. Samb, *L'Afrique dans le temps du monde*, 2010,
p.91).

Le
pouvoir est une drogue qui fait perdre la raison. Des chefs
d'Etat
africains découvrent subitement, avec déraison, qu'ils sont
irremplaçables et nourrissent la folle ambition de régner à
vie sur leur
pays. Ils sont prêts à tout, au nom disent-ils de l'intérêt
supérieur

de leur pays : ils tuent des enfants, massacrent leur peuple, emprisonnent des innocents pour satisfaire des ambitions démesurées et démoniaques. Ils prétendent terminer les projets qu'ils seraient les seuls à pouvoir achever. C'est dans cette logique que Djibril Samb explique cette maladie contagieuse et mortelle des hommes politiques africains : *«Ce syndrome consiste, pour ces chefs d'État [...], même parvenus démocratiquement au pouvoir, à capturer l'appareil d'État, à vassaliser toutes les institutions, à concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains et celles de leurs familles, avant d'instituer une espèce de «royauté barbare» d'extraction tyrannique fondée sur le règne du pouvoir personnel. Ce syndrome est d'autant plus justement nommé que certains chefs d'Etat africains, n'ayant pourtant exercé le pouvoir au plus que quelques années, se découvrent subitement irremplaçables»* (L'Afrique dans le temps du monde, p.92). Le syndrome Bâsi constitue une politique du pire qui repose sur la violence brutale et une concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un individu omnipotent qui devient l'alpha et l'oméga de tout un peuple soumis à ses désirs, fantasmes et caprices les plus burlesques.

À titre d'illustration, le président Alpha Condé, arrivé au pouvoir à un âge fort avancé, après plusieurs décennies passées dans l'opposition, apparaît comme un nouveau Bâsi des temps modernes. Frappé de cécité politique, il utilise la violence contre son peuple pour s'accrocher à un pouvoir

personnel et clanique qui a tourné le dos au peuple guinéen depuis longtemps. Ses partisans entonnent la chanson déjà entendue ailleurs:

«la Guinée a besoin du P^r Alpha Condé, il faut le laisser terminer ses chantiers pour le grand bonheur du peuple guinéen». C'est pourquoi, F. Mitterrand avait bien raison de dire : «Il y a toujours une clientèle pour les dimensions hors série» (Le coup d'Etat permanent, 2010, p.109).

Alpha Condé ne reculera devant aucune honte, il tuera pour le pouvoir, il piétinera le peuple pour conserver les privilèges égoïstes de son clan politique. L'Afrique est malade de ses dirigeants ! C'est la raison pour laquelle, *«la question fondamentale qui se pose à l'Afrique [...] demeure celle de son leadership politique»* (D. Samb, *L'Afrique dans le temps du monde*, p.9).

Les manifestations organisées à Conakry et à l'intérieur du pays, entre

le 14 et 16 octobre par le Front national pour la défense de la

Constitution (FNDC) ont déjà fait onze morts, une centaine de blessés

dont certains sont dans un état critique et plus de deux cents arrestations. Malgré cette situation chaotique, Alpha Condé refuse

d'entendre la voix de la raison ; il est décidé à aller jusqu'au bout de

sa logique meurtrière du troisième mandat en marchant sur des cadavres.

Le peuple de Guinée a trop souffert pour supporter à nouveau qu'on

sacrifie innocemment ses enfants. Il faut préserver le sang sacré des

guinéens. A-t-on oublié le massacre du 28 septembre 2009 qui a fait plus

de 150 morts ? A-t-on oublié la douleur des femmes violées dans
l'enceinte du stade du 28 septembre de Conakry ? A-t-on besoin
de
rappeler toutes les luttes du peuple guinéen pour la
démocratie et la
dignité ? A-t-on rangé aux oubliettes le rôle pionnier et
héroïque de la
Guinée dans les indépendances africaines. Il est évident
qu'Alpha Condé
refuse de marcher dans le sens de l'histoire, il veut
replonger la
Guinée dans les ténèbres à ce moment décisif de son histoire.

Malgré
la grande défaillance d'un homme face à sa population, la
belle
jeunesse de Guinée est décidée à marcher dans le sens
l'histoire. Elle
assure la résistance populaire pour arrêter la révision
constitutionnelle qui ouvrirait à Alpha Condé la voie à une
candidature
et à un troisième mandat au forceps. Saint-Just disait, avec
son cœur
plein de jeunesse dans son *Discours sur la Constitution de
France* :
«La liberté d'un peuple est dans la force et la durée de sa
constitution ; sa liberté périt toujours avec elle, parce
qu'elle périt
par des tyrans qui deviennent plus forts que la liberté même»
(*Œuvres complètes*, 2004, p.539).

Au regard de l'idéal de démocratie que nous souhaitons en
Afrique, la jeunesse doit soutenir ce noble combat pour
dissuader d'autres «Bâsi» en puissance qui observent avec
intérêt l'évolution de la situation en Guinée. Sans aucune
hésitation, les peuples africains doivent adopter des

positions radicales contre les chefs d'État qui seraient tentés par l'idée d'un troisième mandat, en violation flagrante de la Constitution de leur pays. C'est l'occasion d'inviter la jeunesse africaine à s'inspirer de ces propos pleins d'enthousiasme, d'engagement et d'actualité du jeune Abraham Lincoln de Springfield qui venait d'entrer en politique ; il disait à ses compatriotes américains dans un discours du 27 janvier 1838, à la veille de son vingt-neuvième anniversaire: «[Que chaque amoureux de la liberté, que tout citoyen qui veut le bien de sa postérité jure, au nom du sang versé par la révolution, de ne jamais violer en quoi que ce soit les lois du pays et de ne jamais tolérer que d'autres les violent. [...], que chaque [citoyen] accepte de soutenir la Constitution et les lois au prix de sa vie, de ses biens et de son honneur sacré ; qu'aucun n'oublie que transgresser la loi, c'est piétiner le sang de son père et mettre en lambeaux sa propre liberté comme celle de ses enfants. [...] Bref que [le respect de la loi] devienne la religion politique de la nation ; que les anciens et les jeunes, les riches et les pauvres, les esprits graves et les êtres joyeux, quels que soient leur sexe, leur langue, leur couleur, leur condition, ne cessent jamais de lui offrir des sacrifices sur les autels qui sont les siens» (*Le pouvoir des mots. Lettres et discours*, 2009, pp.20-21).

Alpha Condé, un passionné de pouvoir absolu en arrive à se considérer
comme la source légitime du pouvoir, oubliant que la légitimité émane
de la volonté de la communauté politique. Pour cet homme, sa propre
volonté et la volonté particulière du clan au pouvoir deviennent la
volonté générale. C'est ce processus de corruption de la politique qui
coupe la légitimité de sa source originale (la communauté)
que le

philosophe argentin Enrique Dussel appelle la «fétichisation du pouvoir», c'est-à-dire, son absolutisation, et sa divinisation.

La fétichisation du pouvoir est la manifestation de la corruption la plus achevée de la politique. Ainsi, les représentants cessent de représenter le peuple pour incarner des intérêts particuliers, les intérêts du groupe au pouvoir et des lobbies qui les soutiennent. Le pouvoir se corrompt quand il dévie de sa fonction première qui est d'obéir à la volonté générale de la communauté politique. En ce sens, E. Dussel soutient : «La *corruption originaire* du politique, que nous nommerons le *fétichisme du pouvoir*, consiste en ce que l'acteur politique (les membres de la communauté politique, qu'ils soient citoyens ou représentants) croit pouvoir affirmer que sa subjectivité propre ou l'institution dans laquelle il accomplit une fonction (et qui lui permet donc d'être appelé «fonctionnaire», qu'il soit président, député, juge militaire policier, est le *siège* ou la *source* du pouvoir politique. Ainsi, par exemple, l'État qui s'affirme comme souverain, comme l'instance ultime du pouvoir, représente le fétichisme du pouvoir de l'État et la *corruption* de tous ceux qui prétendent exercer le pouvoir étatique ainsi défini» (*Vingt thèses de politique*, 2018, p.29-30). Celui qui nie son peuple s'affirme lui-même comme maître absolu et se divinise. Ainsi, le pouvoir est considéré comme une idole à laquelle on sacrifie la vie du peuple qui devient un instrument, un objet, c'est-à-dire une chose. Le pouvoir fétichisé est un pouvoir corrompu, coupé des préoccupations du peuple pour satisfaire des intérêts particuliers ; c'est aussi un pouvoir oppressif qui use des formes les plus brutales de la violence.

Alpha Condé croit exercer le pouvoir par son « autorité autoréférentielle » (E. Dussel, *Vingt thèses de politique*, p.30), c'est-à-dire référée à lui-même, oubliant la communauté politique, «l'instance ultime» qui est

la seule
source du pouvoir légitime. Alpha Condé, candidat au pouvoir
absolu,
devient à lui seul toute la Guinée, sa volonté particulière
vaut la
volonté générale du peuple. Ainsi le pouvoir en Guinée se
corrompt, se
fétichise, s'absolutise et se tyrannise. Le pouvoir fétichisé
est un
pouvoir despotique qui use de la violence pour exercer sa
domination sur
le peuple. Il ne consiste plus en un exercice délégué par la
communauté, mais plutôt en une dictature qui persécute le
peuple afin
d'assouvir les ambitions particulières et égoïstes d'une
oligarchie
politique corrompue. Dans un tel schéma, ceux qui s'opposent à
l'oppression sont persécutés et réprimés jusqu'à la mort.
Ainsi, le
pouvoir fétichisé se nourrit du sang de ceux qui résistent.

Le
peuple doit faire face au monstre afin de construire un nouvel
ordre
qui consacre la volonté de la communauté. En Afrique, il est
temps que
les despotes comprennent que le peuple est le seul détenteur
légitime du
pouvoir. La Guinée doit user de tous les moyens pour se
libérer de
cette nouvelle domination. Devant un Bâsi infirme et assoiffé
de pouvoir
absolu, il faut un peuple éveillé et prêt à défendre sa
liberté à tout
prix. En vérité, «un dictateur n'a pas de concurrent à sa
taille tant que le peuple ne relève pas le défi» (*Le coup
d'État permanent*,

2010, p.238). Aujourd'hui, la Guinée engage la lutte pour sa «Seconde Emancipation» ; ce noble combat mérite une solidarité continentale.

Pour conclure, les onze victimes des manifestations du 14 au 16 octobre 2019 doivent être élevées au rang de martyrs de la démocratie. À leur endroit, nous prononçons ces vers de Senghor remplis symboles : « Non, vous n'êtes pas morts gratuits. Vous êtes les témoins de l'Afrique immortelle /Vous êtes les témoins du monde nouveau qui sera demain » (L.S. Senghor, *Œuvre poétique*, 1990, p.95). La jeunesse africaine est invincible.

Dr Babacar DIOP

Enseignant-chercheur au département de Philosophie de
l'Université Cheikh Anta DIOP
